



Quelques brèves concernant l'Amazonie et les Indigènes du Brésil

AYA Info - No 19

"AYA Info" peut être consulté sur le site Internet : <http://www.terrabrasilis.ch> > Aya Info

Davi Kopenawa Yanomami menacé de mort

Le 8 novembre, Davi Kopenawa, président de "Hutukara Associação Yanomami" a envoyé une lettre au Procureur Général de la République de Roraima, Antônio Morimoto, pour demander une protection en raison d'une menace formulée à son endroit par un fazendeiro installé illégalement dans la région de Ajarani dans la Terre Indigène Yanomami. Davi a également informé le Procureur de la prochaine tenue (du 22 novembre au 3 décembre) d'une Assemblée régionale indigène à Ajarani. Il a demandé la protection de la Police fédérale pendant la durée de la rencontre. L'Instituto Socioambiental – ISA publie l'intégralité de la lettre de Davi.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.socioambiental.org/nsa/detalhe?id=2559>

La "municipalisation" de la santé indigène en question. Des agents de la FUNASA sont retenus par les indiens du Parc national indigène du Xingu

Le 31 octobre, la Fondation Nationale de la Santé - FUNASA a publié un communiqué de presse qui annonce la libération des neuf agents retenus pendant huit jours par les indiens dans le village de Pavuru, dans Parc national indigène du Xingu dans l'État du Mato Grosso. L'un des motifs de cette action est la volonté des indiens d'avoir des informations détaillées sur les conséquences de l'arrêté ministériel No 2.656 du 17 octobre qui régleme les accords que la FUNASA devra passer pour les transferts de fonds aux hôpitaux, Communes et aux États pour la santé indigène. Selon la Fondation, avec cet arrêté, les usagers indigènes pourront se prononcer sur les priorités dans les opérations de santé. Le 19 octobre, la Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne - COIAB a fait connaître son opposition à cette municipalisation du sous-système de santé. La Coordination rappelle que la santé indigène est de la compétence de l'Union (l'État fédéral).

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.coiab.org.br> et <http://www.funasa.gov.br/>

Opération "Métastase"* : la santé des Yanomami concernée

Le 29 octobre, l'Institut Socioambiental – ISA a publié une note expliquant le cadre politico administratif dans lequel s'inscrit les détournements de fonds dont la FUNASA a été victime. ISA rappelle aussi la dégradation de la santé dans l'aire indigène Yanomami. Davi Kopenawa Yanomami, en visite en Allemagne au début de l'opération "Métastase" conduite par la Police fédérale, a dénoncé la situation chaotique vécue par son peuple dans le domaine de la santé aggravée par l'invasion des garimpeiros.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.socioambiental.org/nsa/detalhe?id=2549>

*Voir AYA Info no 18

La convention passée entre la FUNASA et la FUB ne sera pas renouvelée

La Convention passée entre la FUNASA et la Fondation de l'Université de Brasilia – FUB arrive à expiration et ne sera pas renouvelée. C'est ce qu'annonce la "Folha de Boa Vista" dans son édition du 6 novembre. La convention signée entre les deux organes en 2004 a pour objet l'assistance médicale aux Yanomami essentiellement dans l'Etat de Roraima. La FUB emploie plusieurs centaines de collaborateurs. Dans la même édition, Davi Kopenawa affirme que la situation de la santé indigène est préoccupante et qu'elle a empiré depuis quatre ans. Il souhaite que le système d'assistance de santé reste entre les mains d'une ONG. Il a rappelé la nécessité d'investissements de santé dans les villages.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.folhabv.com.br> (éditions des 2/11/07 et 6/11/07).

TI Raposa Serra do Sol (RR) : la Police fédérale préparerait la sortie des riziculteurs

Selon une information de la "Folha de São Paulo" du 4 novembre, reprise par la "Folha de Boa Vista" du 5 novembre, la police fédérale préparerait le retrait des riziculteurs de la TI Raposa Serra do Sol. L'opération devrait durer 130 jours, mobiliser 400 policiers et coûterait 12 millions de Reais (près de 7 millions de dollars US). Selon de quotidien, la FUNAI a déposé devant un juge la valeur correspondant au montant des indemnités destinées aux sept riziculteurs concernés.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.folhabv.com.br> (édition du 05/11/07)

Dépôt d'un projet de loi qui altère le Code forestier et menace la conservation de la forêt

Une quinzaine d'organisations écologistes ont diffusé le 18 octobre dernier une note à l'attention de la société brésilienne sur les risques que fait courir à la forêt brésilienne un projet de loi soutenu par les exploitants forestiers. Ce projet de loi permet que 30% des Réserves légales amazoniennes exploitées par les tenants de l'agrobusiness puissent être replantées au moyen d'espèces étrangères à l'écosystème amazonien. Les auteurs de la loi veulent donner une impulsion à la production de biocombustible. La mobilisation des écologistes a pu faire ajourner le vote à la Chambre des Députés.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.socioambiental.org> > Notícias Socioambientais du 18/10/2007 et Agencia Carta Maior 22/10/2007 (à demander au soussigné).

Premier séminaire d'éducation scolaire indigène dans l'Etat de Roraima

Les professeurs, étudiants et leaders indigènes ont participé au premier séminaire de l'éducation scolaire indigène qui a eu lieu du 29 au 31 octobre au Palais de la Culture de Boa Vista, la capitale de l'État de Roraima. L'objet du séminaire est de créer un système d'éducation propre aux Peuples indigènes de l'État qui compte 217 écoles indigènes "estaduais" - en Suisse on dirait "cantonales" - et 15 écoles indigènes municipales. Selon l'Organisation des Professeurs Indigènes de Roraima – OPIR, les principales entraves à l'éducation indigène sont le manque de personnel enseignant et administratif, ainsi que le manque d'investissement dans la formation des professeurs. Il manque encore un "Conseil de l'éducation scolaire indigène" au niveau de l'État pour appliquer toute la réglementation relative à l'éducation scolaire indigène. La coordinatrice de l'OPIR, Pierlângela Nascimento Cuhna Wapixana a rappelé la conquête que représente la formation spécifique de professeurs indigènes dispensée par l'Université Fédérale de Roraima – UFRR.

Source : FUNAI > <http://www.funai.gov.br>

IVe Rencontre des Opérateurs indigènes en droit de Roraima

Le département juridique du Conseil Indigène de Roraima – CIR, sous l'impulsion de Joênia Wapixana, a organisé du 16 au 18 octobre au Lago do Caracaranã, sur la Terre Indigène de Raposa Serra do Sol, la quatrième rencontre des Opérateurs Indigènes en Droits de l'État de Roraima. La rencontre a réuni 62 participants des peuples et organisations indigènes, dont les Yanomami. L'objectif de ces rencontres est d'offrir des instruments et une formation juridique aux leaders appelés à agir dans la défense des droits et des intérêts des peuples indigènes. Les thèmes abordés lors de cette rencontre, concernaient l'éducation, la santé et l'environnement.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.cir.org.br/noticias.php?id=462>

Bolivie : La Déclaration des Droits des Peuples Indigènes devient une loi

Le 7 novembre, le président bolivien, Evo Morales, a transformé en loi nationale la Déclaration des Droits des Peuples autochtones adoptée le 13 septembre par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. Une cérémonie a réuni quarante mille paysans et représentants des Peuples indigènes du Pays.

Source : CIMI > <http://www.cimi.org.br> et COIAB > <http://www.coiab.org.br>

Bernard Comoli